

Les Chiffres – Le Moi, transparence radicale et gouvernementalité transnationale

Marie-Laure Djelic

▶ **To cite this version:**

Marie-Laure Djelic. Les Chiffres – Le Moi, transparence radicale et gouvernementalité transnationale. Politiques et Management public, 2014, 31 (4), pp.385 - 391. hal-01891962

HAL Id: hal-01891962

https://sciencespo.hal.science/hal-01891962

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Revue Politiques et Management Public 31/4 Octobre-Décembre 2014/385-391

Les Chiffres – Le Moi, transparence radicale et gouvernementalité transnationale

Marie-Laure Djelic

La présence et le rôle des chiffres ne sont, en soi, pas des phénomènes nouveaux. Les chiffres et les infrastructures de calculs qui les produisent, sont depuis longtemps déjà des outils importants de la décision et de l'action pour les entreprises privées comme pour l'administration publique. En préparant cette allocution d'introduction et en réfléchissant au thème de cette conférence – « Les Politiques du Chiffre » - je me suis donc demandé si je pouvais vraiment contribuer de manière originale aux discussions autour de ces questions ! À la réflexion, j'ai choisi de concentrer mon regard sur trois points, qui m'interpellent depuis longtemps, et méritent, je pense, un traitement plus approfondi : tout d'abord, l'importance et la portée toujours croissante des chiffres, sous forme d'indicateurs quantifiés et de pra-tiques de calculs qui est manifeste dans notre quotidien, dans notre intimité aussi bien que dans notre vie professionnelle, n'est pas sans conséquences sur la constitution de notre identité individuelle. Ensuite, l'obsession de transparence (radicale) est, chaque jour un peu plus, associée aux processus de quantification par les indicateurs chiffrés. Cette remarque renvoie notamment aux mécanismes permettant de produire, de rendre lisibles et visibles les chiffres à partir de données plus complexes et tacites. Enfin, un phénomène de dépas-sement du cadre national (*transnationalisation*) est à l'œuvre. Alors qu'historiquement les chiffres étaient mobilisés et produits par des entreprises et des administrations nationales au service d'enjeux de gouvernement local, ils sont désormais de plus en plus produits au sein de *centres de calculs* dispersés, pour reprendre un concept popularisé par Bruno Latour (Latour, 1996). Ces derniers sont souvent des lieux distincts des États ou des entreprises et, de fait, leurs pratiques et leurs logiques souvent transnationales s'imposent à ces entreprises et à ces États, indépendamment de leur localisation géographique ou de leur compétence.

Les chiffres et le moi

Il y a quelques mois, tous les employés de l'ESSEC ont reçu un courrier formel de la part du département des ressources humaines. Cette lettre annonçait une modification des contrats de travail et la mise en place d'un système de classification des employés. Chacun d'entre nous était dorénavant associé à une catégorie, symbolisée par une lettre et un chiffre. J'étais ainsi notifiée de mon appartenance à la catégorie H3 et l'on me

demandait de renvoyer signé l'avenant à mon contrat qui précisait cela. L'arrivée de ce courrier dans nos boîtes aux lettres, sans anticipation ni explication sur le « pourquoi » ou le « comment », a généré de fortes réactions de la part du personnel de l'ESSEC. Une chose m'a cependant frappée : parmi ces réactions, presque aucune n'était une remise en cause du processus de catégorisation lui-même. Les plaintes les plus vives portaient plutôt sur le caractère contestable de certaines inscriptions collectives ou individuelles dans une catégorie particulière. Le problème qui semblait générer une réaction n'était pas celui de la réduction de notre identité professionnelle à un indicateur chiffré mais plutôt le fait, générateur de frustration, du positionnement d'un groupe ou d'un individu dans une catégorie perçue comme inadéquate. Dans sa réaction officielle, le syndicat de la Confédération Générale du Travail (CGT) ne remettait pas en cause, étonnamment, le principe même de catégorisation mais critiquait plutôt la qualité générale du processus de catégorisation en soulignant une tendance à classer les employés dans une catégorie inférieure à celle à laquelle ils pouvaient aspirer.

En examinant ce phénomène et au-delà du fait que H3 résonnait à mes oreilles comme une maladie très désagréable, je me suis mise à réfléchir aux conséquences que pouvait avoir ce type de catégorisation et de représentation numérique sur ma propre identité. J'étais donc devenue une « H3 ». Pour être plus complète, je devais également ajouter à cette catégorisation symbolique un autre indicateur chiffré – mon indice « h » qui quantifie ma productivité, ma présence et mon impact scientifique en tant que chercheuse. Celui-ci semblait s'élever à 23 à en croire le centre de calcul académique *Google Scholar*. J'aurais aussi pu ajouter sans doute mon indice g, si seulement j'avais su comment le calculer. Curieusement, cette réflexion a réveillé en moi un souvenir très vif : au début de ma première grossesse, j'avais été étrangement surprise par la réduction, opérée par et pour la profession médicale, de cet événement en une série de chiffres. Dans ma propre perspective, cet événement était sans doute l'expérience la plus mystérieuse et incommensurable de ma vie. Cette expérience unique et magique était soudain transformée en une collection de chiffres. Ou plus exactement j'étais moi-même réduite à une série de mesures – mon âge, mon groupe sanguin ou le nombre de mes grossesses antérieures. En poussant encore la réflexion, je réalisais que, même si en France ce chiffre n'est pas largement diffusé, quelque part au sein des bureaux de ma banque, il devait exister quelque chose s'apparentant à mon indice de solvabilité. En consultant les journaux et les annonces publicitaires qui se multipliaient sur différents supports, je comprenais enfin que, si je le souhaitais, je pouvais aller encore plus loin dans cette représentation et réduction quantitative de moi-même. Je pouvais me procurer un bracelet électronique capable de collecter, mesurer et quantifier une grande partie de mes données biométriques et notamment le nombre d'heures de sommeil, le nombre de pas quotidiens ou encore le nombre de calories consommées et brûlées chaque jour. Cet outil surprenant était un véritable instrument de quantification du moi (*quantifed self*). Qui plus est, le dispositif électronique associé permettait de sauvegarder les informations collectées, d'établir des corrélations entre les différentes données produites et de diffuser l'ensemble de ces informations sur des supports divers – comme Facebook ou autres réseaux sociaux. Mon « moi quantifié » pouvait donc devenir l'image que je donnais et diffusais de moi-même auprès de mes amis et relations réels ou virtuels. Cela m'a tout naturellement fait penser aux mécanismes à l'œuvre au sein des réseaux sociaux. Il est possible, en effet, de me caractériser comme ayant deux cents amis sur Facebook ce qui, aux yeux de ma fille

adolescente, me classe dans une catégorie d'individus sans vie sociale. Je pourrais également être caractérisée par le nombre de mentions « j'aime » (*likes*) générées par mes commentaires sur ce réseau. Si je disposais d'un compte Twitter, le nombre de republication de mes tweet serait certainement un autre critère de démarcation décisif.

Finalement, avec ce tour d'horizon, j'avais fini par comprendre que la collection de chiffres qui m'était associée constituait une représentation très détaillée de mon identité personnelle. À mon grand étonnement, je réalisais que quiconque ayant accès à cette représentation symbolique de moi-même, et en mesure de la déchiffrer, serait en fait en capacité de me connaître bien mieux qu'une personne simplement exposée à une photographie me représentant, voire à un moment d'interaction avec moi d'une durée équivalente au temps nécessaire pour lire ces chiffres. En d'autres termes, mon identité était appréhendée de manière plus efficace par cette collection de chiffres et de catégories que par une interaction sociale directe avec moi. Cette prise de conscience, je l'avoue, était quelque peu déconcertante et perturbante. En principe, l'idée pouvait présenter quelques avantages. L'efficacité de cette image numérique et catégorielle synthétique pouvait rendre bien plus efficace le processus de recherche d'un partenaire – en particulier par comparaison aux modes de rencontre plus traditionnels dans une société atomisée. En prenant soin de prévenir mon mari de l'enjeu hautement scientifique de ces recherches, j'ai donc commencé à explorer certains sites spécialisés qui promettent de former des couples fondés sur la correspondance de différents critères. Le concept de *privilégiés* en France contient notamment la promesse pour les diplômés des grandes écoles de pouvoir rencontrer des partenaires potentiels d'un niveau d'éducation semblable au leur. Peut-être cela n'existe-t-il pas encore mais il serait tout à fait possible d'imaginer un concept similaire de site de rencontres spécialisé pour les universitaires structurés autour de leurs indices h ou g.

En considérant cette représentation étonnante de mon identité, je m'interroge sur les différents rôles que peuvent avoir ces données numériques et catégorielles. Il me semble possible de distinguer trois rôles : premièrement, il s'agit d'informer, en permettant à autrui d'agir sur l'individu (autrui pouvant être ici la direction des ressources humaines, le médecin ou l'organisme de crédit). Deuxièmement, ces données servent une fonction de catégorisation – elles permettent, d'une certaine manière à autrui comme à moi-même de mieux me connaître. En cela, elles sont véritablement constitutives de mon identité et participent de sa cristallisation. Je suis ce que ces chiffres disent de moi. Troisièmement, un impératif de transparence est à l'œuvre dans le processus de conduite de sa propre action (*self-governance*) qui contraint les individus à agir sur eux-mêmes : à partir du constant de ce que l'on est, comment s'améliorer sur une ou plusieurs dimensions ? Comment augmenter son indice h ? Comment maintenir ou augmenter sa cote de crédit ? Comment mener une vie plus saine ? Comment améliorer son image sur les réseaux sociaux ?

La transparence radicale

Cette réflexion me conduit tout naturellement à une deuxième série de questions ayant suscité mon intérêt ces dernières années. La densité de la présence des chiffres, des processus de quantification et de catégorisation, augmente régulièrement dans nos sociétés. Le dernier avatar de cette tendance est bien sûr la mode du « Big Data » qui se présente comme ayant vocation à tout emporter sur son passage. Qui plus est, cette tendance lourde a pour corollaire l'inscription systématique – et de fait systémique – d'un impératif de transparence

dans nos sociétés. Des chiffres et des catégories sont produits de plus en plus rapidement et densément pour rendre compte d'un nombre toujours plus grand de « faits » sociaux et individuels. Mais ces chiffres n'existent pas seulement en eux-mêmes et pour eux-mêmes mais bien pour être rendus lisibles et visibles – accessibles et transparents de manière aussi large que possible. La transparence est devenue une norme sociale qui se déploie et s'impose à tous les niveaux : du niveau le plus micro (individuel) au plus macro (états nationaux, organisations internationales ou entreprises multinationales), chaque entité quelle qu'elle soit semble soumise à un impératif de transparence. Le concept de *transparence radicale* me paraît tout à fait idoine pour décrire notre monde. Encore faut-il expliciter plus précisément ce que recouvre ce concept. À cette fin, je me réfère à un projet de recherche entrepris conjointement avec mon collègue d'HEC, Afshin Mehrpouya. Notre projet est de produire une généalogie conceptuelle de la notion de transparence (Mehrpouya et Djelic, 2014). Il s'agit d'ouvrir la boîte noire que constitue ce concept largement diffusé et d'exposer les conditions particulières dans lesquelles il est employé et compris dans le monde contemporain. Nous parvenons à retracer les origines de l'idée de transparence à l'époque des lumières : la transparence ou l'idéal de gouvernement ouvert (*open government*) renvoie alors à un projet de libération des individus de la tutelle exercée par les formes absolues de pouvoir qui prospèrent justement parce qu'elles reposent sur le secret, l'arbitraire et des décisions prises à huis clos. Nous suivons ensuite l'évolution de la notion à mesure qu'elle évolue dans le temps jusqu'au XX^{e} siècle où l'idée de transparence intègre et s'inscrit dans la sphère transnationale. En parallèle, nous rendons compte d'un processus de redéfinition qui donne lieu à une modification profonde de la notion de transparence et de ce qu'elle représente. Par l'une de ces étranges ruses de l'histoire, la notion de transparence se déplace. D'un projet de libération individuelle (exposer la minorité détenant le pouvoir politique au jugement de la majorité et donc de chacun d'entre nous en tant qu'individu), elle devient progressivement un outil puissant de domination (soumettre la majorité au contrôle de la minorité). Cet outil de domination, lorsqu'on le scrute en détail, révèle non seulement un objectif de surveillance mais également un projet d'ingénierie sociale et de transformation sur une échelle sans précédent, une métamorphose à la fois étrange et inquiétante du projet des lumières. Le mouvement transhumaniste dans son mariage contemporain à Google et à aux autres acteurs clefs du « Big Data » illustre bien la manière dont le projet des lumières persiste tout en ayant été très profondément redéfini (Bostrom 2005).

Au cours des quarante dernières années, le tournant néolibéral a facilité la progression de l'impératif de transparence tout en contribuant à sa transformation en profondeur. J'identifie trois évolutions comme étant particulièrement significatives et lourdes de conséquences. Tout d'abord, les « centres de calculs » qui produisent les données et les informations se sont multipliés. Ils ont été décentralisés et en grande partie « privatisés ». Ceci a impliqué l'émergence d'un réseau dense et polycentrique de « nœuds de surveillance ». Deuxièmement, la transparence est devenue de plus en plus un impératif auto-imposé – les entités (entreprises, états, individus) s'inscrivent de plus en plus spontanément dans un processus où elles s'imposent à elles-mêmes d'être « transparentes ». On assiste donc à un basculement d'une logique de responsabilité imposée (*accountability*) vers une forme d'autocontrôle (*self-monitoring*) souvent associée à divers mécanismes de notation (*rating*) qui produisent des normes, du « bien » et du « moins bien ». Enfin, la transparence n'est pas, n'est plus seulement une forme de surveillance. Elle génère des actions et des réactions. Elle est un

outil puissant de *gouvernementalité* à tous les niveaux (individus, entreprises, institutions, états nations voire organisations internationales). Cette gouvernementalité, qui plus est, est de plus en plus auto-imposée – comme la surveillance. Les entités se surveillent elles-mêmes – et sur la base des données de cette surveillance, elles agissent pour se transformer et se conformer aux normes explicites et implicites que produisent divers centres de calcul. Ce phénomène consacre le déplacement de nos sociétés d'un processus organisé et plus ou moins clairement coordonné (souvent au niveau national) d'ingénierie sociale (*social engineering*) vers une logique cybernétique beaucoup plus diffuse (*self-engineering*).

Le régime de transparence dans lequel nous vivons aujourd'hui a deux dimensions. Il combine un système panoptique puissant et multidimensionnel (partiellement auto-administré et auto-contrôlé) et un système synoptique performatif véritablement efficace. Le système panoptique reflète l'idée « d'un nouveau mode de pouvoir sur l'esprit par l'esprit » (traduit de Bentham, 1995). Il est associé à un système synoptique, comme le définit Mathiesen, dans lequel une minorité influence et structure la majorité en projetant des normes « d'être, d'avoir et de faire » (Mathiesen, 1997). Dès lors que « les mesures deviennent des objectifs (…) un simple effort de visibilité [est transformé] en une norme par rapport à laquelle je serai jugé et vis-à-vis de laquelle je dois me juger moi-même » (traduit de Roberts, 2009, pp. 962–963). Deux exemples semblent illustrer particulièrement clairement ce phénomène. Le premier est celui du classement académique des universités mondiales par l'université Jiao Tong de Shanghai. Ce classement positionne les universités les unes par rapport aux autres, les catégorisant et leur procurant ainsi une identité. Mais à mesure que les universités transforment cette évaluation quantitative en objectifs à atteindre, le classement de Shanghai en vient progressivement à façonner et à définir ce qu'est une « *bonne* » université, révélant ainsi sa dimension performative. Le pouvoir de ce classement réside dans sa capacité à imposer aux universités du monde entier certaines normes d'action et de conduite qui deviennent peu à peu constitutives de leur identité organisationnelle – et qui redéfinissent même ce qu'est l'université dans sa dimension institutionnelle. Ce classement conduit ainsi les universités à prendre certaines mesures afin de se réinventer elles-mêmes (*self-reengineering*) pour s'aligner sur ces normes – ces dernières étant ainsi « performées ». Le second exemple est celui de l'indice h, un instrument me permettant à moi-même, ainsi qu'à mes évaluateurs, de juger de mes performances de chercheur. L'indice h est a priori une donnée descriptive. En réalité, il s'avère être en pratique un mécanisme de gouvernementalité. Dans la mesure où il doit être maximisé et optimisé, l'indice h m'impose certains choix en termes de stratégie de publications, allant même jusqu'à influencer le type de recherches vers lesquelles je décide de m'engager. Un basculement progressif s'opère d'une logique de moyen vers une logique de résultat. En tant qu'universitaires, lorsque nous planifions nos activités en vue d'améliorer notre indice h, nous pouvons en arriver à redéfinir nos travaux de recherche afin de développer une véritable « stratégie de recherche » dirigée en partie par l'objectif de maximiser ce chiffre.

Gouvernance transnationale et gouvernementalité

Ceci me conduit à aborder le dernier point qui a mobilisé mon attention au cours de ces dernières années – la nature transnationale de cette cage d'acier panoptique et synoptique dans laquelle nous semblons chaque jour un peu plus inscrits. L'un des éléments structurants

de cette cage d'acier transnationale est la multiplicité et la dispersion géographique des centres de calcul produisant notre carcan panoptique et synoptique (Latour, 1996). Quelles sont les caractéristiques de ces centres de calculs ?

Tout d'abord, ces centres de calculs se caractérisent par leur multiplicité. Mais cette multiplicité n'implique pas nécessairement diversité ou compétition. Étrangement, elle semble compatible avec un fort degré d'homogénéité – un grand nombre de centres de calcul apparemment en compétition partielle les uns avec les autres, déploient des outils de surveillance et des mécanismes normatifs qui vont, dans l'ensemble, dans le même sens. Tocqueville, dans *De la Démocratie en Amérique* (1850) nous aide peut-être à comprendre ce qui se joue ici. Il existe, nous dit-il, dans la société américaine, deux tendances partiellement contradictoires. D'un côté la société américaine est une société hautement dynamique et ouverte au changement permanent. De l'autre, elle se distingue par un degré important de conformisme et d'homogénéité. « L'aspect de la société américaine est agité, parce que les hommes et les choses changent constamment ; et il est monotone, parce que tous les changements sont pareils » (Tocqueville, 1850, p. 255). Je suggère que cette remarque pourrait tout aussi bien s'appliquer aux centres de calculs transnationaux et aux champs transnationaux de notre monde contemporain. Les agences de notation de crédit, par exemple, donnent l'impression d'un activisme permanent et d'une forme de compétition intense. Pourtant si nous observons attentivement ce qu'elles sont et ce qu'elles font, nous nous apercevons rapidement qu'il existe entre elles un degré important d'homothétie. Une interrogation essentielle porte donc sur la prédominance au cours du temps d'une logique réelle de compétition ou bien plutôt d'un processus de méta standardisation voire de méta convergence entre centres de calculs. Une deuxième caractéristique de ces centres de calcul renvoie à l'utilisation de la science comme outil de légitimation, en l'absence de représentativité et de légitimité démocratique ou politique. Le débat scientifique remplace peu à peu le débat démocratique, un phénomène particulièrement répandu au niveau transnational et qui s'opère à un degré plus important qu'au niveau national. Par suite, cette tendance ne peut que renforcer la production de chiffres, de mesures et de formes systématiques de catégorisation, remplaçant également le débat politique en tant que mécanisme de légitimation des processus de valorisation en général. Une troisième et dernière caractéristique est la nature protéiforme de ces centres de calcul – ils gouvernent à peu près tout, y compris les lieux traditionnels de production et d'expression d'autorité telles que les banques centrales, les universités ou même les gouvernements nationaux.

« Que faire ? » se demandait Lénine. Le rapport de Quacquarelly Symonds (QS) publié au même moment que le dernier Classement de Shanghai, s'intitule « qui gouverne ? » (« *Who rules ?* »)[1]. Ce titre fait, dans le contexte, manifestement référence aux universités dominantes (Sawter, 2013). Pourtant la question devrait être retournée à QS elle-même, ainsi qu'à d'autres acteurs transnationaux similaires. Le pouvoir réel réside en effet au sein de ces centres de calculs transnationaux et s'exprime par leur capacité à créer des normes ou des standards que nous avons détaillés. Ainsi, il nous faut mieux les comprendre et aller au-delà de la simple observation de l'impact de leurs classements, de leur production de chiffres et de catégories sur les organisations, nationales, internationales ainsi que sur les

[1] QS est une entreprise privée basée au Royaume-Uni. C'est un acteur transnational important dans le monde de l'éducation supérieure qui produit depuis plus de dix ans des classements d'universités

individus. Qui ou que sont-ils ? Quels intérêts servent-ils ? Comment s'y prennent-ils pour imposer cette nouvelle forme de légitimité ? Comment peuvent-ils être mis au défi ou remis en question ? Il est donc décisif de ne pas se concentrer simplement sur les chiffres et sur leur influence sur le politique et les politiques mais de s'interroger également sur ce qui se passe en arrière-plan - la politique et les négociations autour de la production des chiffres. Enfin, je voudrais conclure sur cette affirmation très raisonnable formellement introduite par le sociologue américain William Bruce Cameron mais souvent attribuée à Einstein : « Ce qui compte ne peut pas toujours être compté, et ce qui peut être compté ne compte pas forcément » (traduit de Cameron, 1963, p. 13)[2]. Du point de vue de « l'impératif radical de transparence numérique » que nous connaissons aujourd'hui, est-il complètement impossible de rêver à un retour au projet des lumières qui associe la transparence à la libération individuelle et la démocratie ? Nous est-il permis d'espérer de pouvoir échapper à cette cage d'acier ?

Références

Bentham, J. (1995). The Panopticon Writings. In M. Bozovic (Ed.), *The Panopticon Writings* (pp. 29–95). London: Verso.

Bostrom, N. (2005). A History of Transhumanist Thought. *Journal of Evolution and Technology*, 14(1).

Cameron, W. B. (1963). *Informal sociology: a casual introduction to sociological thinking* (p. 170). New-York: Random House.

Latour, B. (1996). Ces réseaux que la raison ignore - laboratoires, bibliothèques, collections. In C. Jacob & M. Baratin (Eds.), *Le pouvoir des bibliothèques. La mémoire des livres dans la culture occidentale* (pp. 23–46). Paris : Albin Michel.

Mathiesen, T. (1997). The Viewer Society: Michel Foucault's "Panopticon" Revisited. *Theoretical Criminology*, *1*(2), 215–234.

Mehrpouya, A., & Djelic, M.-L. (2014). "Transparency: From Enlightenment to Neoliberalism or When a Norm of Liberation Becomes a Tool of Governing", Cahier de Recherche du Groupe HEC, n° ACC-2014-1059.

O'Toole, G. (2010). Not Everything That Counts Can be Counted. *QuotInvetigator.com*. consulté le 2 mai 2014, from http://goo.gl/I9P89b

Roberts, J. (2009). No one is perfect: The limits of transparency and an ethic for "intelligent" accountability. *Accounting, Organizations and Society*, *34*(8), 957–970.

Sawter, B. (2013). *Who Rules? QS World University Rankings* (p. 48).

Tocqueville, A. de (1850). De la démocratie en Amérique. Tome 2.

[2] Cette citation est souvent attribuée à Albert Einstein et vraisemblablement à tort si l'on se réfère à l'ouvrage édité par Alice Calaprice (Einstein, 2010). Pour obtenir plus de précisions sur les origines de cette citation, il est possible de se référer à l'article de Garson O'Toole (O'Toole, 2010).